

## ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP n° DIRCE\_PES\_2025\_TMA\_SGRA du 02 juin 2025)

#### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

ÉTAT - Ministère chargé des Transports - Direction interdépartementale des Routes  
Centre-Est (DIR CE)

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Mme la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de  
Mme la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers (arrêté préfectoral en vigueur)

#### *Objet de l'accord-cadre*

Tierce maintenance applicative du système de régulation et contrôle d'accès de la  
DIR Centre-Est

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : Vendredi 21 Novembre 2025 à 12h00

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
<b>1.1 - Objet du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>1.2 - Décomposition en tranches et en lots.....</b>	<b>5</b>
<b>1.3 - Intervenants et forme des notifications.....</b>	<b>5</b>
1.3.1 Mandataire du maître de l'ouvrage.....	5
1.3.2 Responsable de l'exécution des prestations et changement des intervenants.....	5
1.3.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1.3.4 Conduite d'opération.....	6
1.3.5 Maîtrise d'œuvre.....	6
1.3.6 Contrôle technique.....	6
1.3.7 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	6
1.3.8 Ordonnancement, coordination et Pilotage du Chantier.....	6
1.3.9 Autres intervenants.....	6
1.3.10 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	6
1.3.11 Notification des décisions.....	7
<b>1.4 - Travaux intéressant la « Défense » - obligation de confidentialité et mesures de sécurité.....</b>	<b>8</b>
1.4.1 Mesures de sécurité.....	8
1.4.2 Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	8
1.4.3 Obligation de discrétion.....	8
<b>1.5 - Contrôle des coûts de revient.....</b>	<b>8</b>
<b>1.6 - Dispositions générales.....</b>	<b>8</b>
1.6.1 Mesures d'ordre social – Application de la Réglementation du travail.....	8
1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés. .	9
1.6.3 Assurances.....	11
1.6.4 Protection des données personnelles.....	12
1.6.5 Clauses sociales et environnementales.....	13
<b>1.7 - Clauses de réexamen.....</b>	<b>14</b>
1.7.1 Clause de réexamen n°1 – Prestations de maintenance devenues nécessaires.....	14
1.7.2 Clause de réexamen n°2 – Fourniture de pièces de rechange.....	15
1.7.3 Clause de réexamen n°3 – Crise sanitaire.....	15
<b>1.8 - Passation des commandes.....</b>	<b>16</b>
<b>1.9 - Ordres de service.....</b>	<b>16</b>
<b>1.10 - Protection des données personnelles.....</b>	<b>16</b>

<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 3 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES..</b>	<b>19</b>
<b>4.1 - Contenu des prix.....</b>	<b>19</b>
<b>4.2 - Règlement des comptes.....</b>	<b>19</b>
4.2.1 Modalités du règlement des comptes du marché.....	19
4.2.2 Facturation sous forme électronique.....	19
4.2.3 Modalités de paiement.....	20
4.2.4 Modalités particulières.....	21
4.2.5 Approvisionnements.....	21
4.2.6 Mois d'établissement des prix du marché.....	21
4.2.7 Choix de l'index de référence.....	21
4.2.8 Modalités de révision des prix.....	21
<b>4.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....</b>	<b>22</b>
<b>4.4 - Modalités particulières de paiement.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 5 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS.....</b>	<b>23</b>
<b>5.1 - Délai de réalisation.....</b>	<b>23</b>
<b>5.2 - Pénalités pour retard.....</b>	<b>23</b>
5.2.1 Retard d'intervention .....	23
5.2.2 Pénalité pour retard dans le délai de remise en service définitif ou provisoire et rétablissement de la continuité de service.....	23
5.2.3 Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention.....	24
5.2.4 Pénalité pour indisponibilité.....	24
5.2.5 Retard de fourniture de document / production d'un livrable.....	24
<b>5.3 - Autres pénalités, réfections et retenues.....</b>	<b>24</b>
5.3.1 Pénalité pour défaut de réponse téléphonique.....	24
5.3.2 Pénalité pour interventions non professionnelles.....	24
5.3.3 Annulation d'une intervention de maintenance.....	24
5.3.4 Intervention par une personne non habilitée.....	25
5.3.5 Fiche de maintenance inaccessible.....	25
5.3.6 Travaux sous balisage.....	25
5.3.7 RGPD.....	25
5.3.8 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	26
5.3.9 Pénalité pour non transmission de compétences.....	26
5.3.10 Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles.....	26
<b>5.4 - Lutte contre le travail dissimulé.....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ.....</b>	<b>26</b>
<b>6.1 - Retenue de garantie.....</b>	<b>26</b>
<b>6.2 - Avances.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 7 - QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>27</b>

<b>7.1 - Provenance des matériaux et produits.....</b>	<b>27</b>
<b>7.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DU MARCHE.....</b>	<b>28</b>
<b>8.1 - Période de préparation.....</b>	<b>28</b>
<b>8.2 - Programme d'exécution.....</b>	<b>28</b>
<b>8.3 - Conditions d'exécution.....</b>	<b>28</b>
8.3.1 Dispositif de sécurité.....	28
8.3.2 Installation des chantiers du titulaire.....	29
8.3.3 Signalisation du site à l'égard de la circulation publique.....	29
8.3.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	29
8.3.5 Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur.....	29
8.3.6 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	29
8.3.7 Documentation technique.....	30
8.3.8 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	30
8.3.9 Dégradations causées aux voies publiques.....	30
<b>8.4 - Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b>30</b>
8.4.1 Dispositions à prendre pendant la période de préparation.....	31
8.4.2 Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site.....	31
8.4.3 Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil.....	31
8.4.4 Surveillance médicale des salariés.....	31
<b>ARTICLE 9 - CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>31</b>
<b>9.1 - Surveillance en usine, vérifications et essais.....</b>	<b>31</b>
<b>9.2 - Admission.....</b>	<b>31</b>
<b>9.3 - Garantie(s).....</b>	<b>31</b>
9.3.1 Garantie des prestations.....	31
9.3.2 Garantie de suivi de la documentation.....	32
9.3.3 Garanties particulières.....	32
9.3.4 Garantie des vices cachés.....	32
<b>ARTICLE 10 - RÉSILIATION.....</b>	<b>32</b>
<b>10.1 - Dispositions générales.....</b>	<b>32</b>
<b>10.2 - Résiliation du marché.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 11 - ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 12 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>33</b>
<b>12.1 - Différend.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>33</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 - Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

- La maintenance préventive sur les systèmes ;
- La mise en place d'une astreinte et maintenance curative sur les systèmes de la régulation d'accès de la DIR CE au PC Osiris et au PC Gentiane ;
- Les évolutions ultérieures, dont certaines sont d'ores et déjà identifiées.

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 (cf § 8.4 du présent CCAP).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les 2 PC (Osiris à Albertville et Gentiane à Grenoble) et 2 sites (RN90, RN85).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### 1.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloté et n'est pas décomposé en tranches.

### 1.3 - Intervenants et forme des notifications

#### 1.3.1 Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet

#### 1.3.2 Responsable de l'exécution des prestations et changement des intervenants

Le titulaire indique à l'acheteur le nom et les coordonnées professionnelles de la personne unique chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

En cas de changement au niveau de l'équipe d'intervenants, le titulaire informe sans délais l'acheteur et dispose de 8 jours (par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG) à compter de cette

date pour communiquer les noms et titres du remplaçant à l'acheteur. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, l'acheteur a 20 jours pour récuser le remplaçant, au-delà de ce délai, le silence vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire a 8 jours pour présenter un nouveau remplaçant. Son acceptation est faite dans les mêmes termes que précédemment.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord cadre peut être résilié pour faute.

En cas de modification de la situation du titulaire (statuts, procédures collectives, fusion, rachat ...), ce dernier doit avertir l'acheteur sans délai à compter de la survenance de l'évènement.

En cas de redressement judiciaire et si le titulaire n'informe pas l'acheteur dans le délai précité, celle-ci, conformément à l'article L. 2141-12 du code de la commande publique, se réserve le droit de résilier le contrat sans mise en demeure préalable.

### ***1.3.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché***

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3.

Conformément à l'article R.2193-4 du CCP, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation des sous-traitants direct et indirect et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous traitants directs.

### ***1.3.4 Conduite d'opération***

Sans objet

### ***1.3.5 Maîtrise d'œuvre***

Sans objet

### ***1.3.6 Contrôle technique***

Sans objet

### ***1.3.7 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)***

Sans objet

### ***1.3.8 Ordonnancement, coordination et Pilotage du Chantier***

Sans objet

### ***1.3.9 Autres intervenants***

Sans objet

### ***1.3.10 Représentation du pouvoir adjudicateur***

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

- Le chef du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie, le Chef du district, le Chef de PC (poste de coordination) compétent, le chef du Service Exploitation et Sécurité, pour

assumer, selon l'article 3.3 du CCAG, notamment les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects ;
- La réception de l'information émanant du titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général ;
- La réception du décompte général signé par le titulaire ou les réserves apportées par le titulaire sur le décompte général ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L 4532-9 du Code du travail.

### ***1.3.11 Notification des décisions***

**Toutes les notifications au titulaire des décisions ou communication d'informations liées à l'exécution du présent marché, qu'elles fassent courir un délai ou non, sont réalisées par voie électronique, soit par la plateforme de dématérialisation, soit par courriel.** En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Par réciprocité, la notification au représentant de l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de courriers ou documents par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception de l'information en application de 3.1.2 du CCAG.

Une adresse courriel doit être désignée par le titulaire et indiquée dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un envoi par courriel, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG :

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.
- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures : dans le cas où le

titulaire n'accuserait pas réception dans l'heure, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation de l'acheteur et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.

Le titulaire met en place une organisation interne adéquate afin d'assurer la bonne réception et le bon niveau de lecture des messages reçus à l'adresse électronique pouvant être utilisée à fin de notification ou sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur (PLACE). Sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 5, il doit avoir pris connaissance des messages reçus et accusé leur réception sous 1 jour ouvré.

Par réciprocité, la notification au représentant de l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur et aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

## **1.4 - Travaux intéressant la « Défense » - obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

### ***1.4.1 Mesures de sécurité***

Sans objet

### ***1.4.2 Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"***

Sans objet

### ***1.4.3 Obligation de discrétion***

Sans objet

## **1.5 - Contrôle des coûts de revient**

Sans objet

## **1.6 - Dispositions générales**

### ***1.6.1 Mesures d'ordre social – Application de la Réglementation du travail***

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à



l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par les dits articles.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

### ***1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés***

#### **1.6.2.1 Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-

traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### **1.6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a) Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit, conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du Code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b) Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50 du CCAG.

##### **c) Obligation d'affichage**

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États

d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 5.3.8.

### **1.6.3 Assurances**

#### **1.6.3.1 Assurances**

##### **a) Responsabilités :**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

##### **b) Assurances de responsabilité civile de droit commun :**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel, immatériel consécutif et immatériel non consécutif, du fait des prestations avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après : 9 000 000 € par année d'assurance ;
- Dont :
  - dommages corporels : 7 000 000 € par sinistre ;
  - dommages matériels : 1 000 000 € par sinistre et par année
  - dommages immatériels consécutifs : 1 000 000 € par sinistre et par année

Autres garanties :

- Dommages immatériels non consécutifs : 100 000 € par année d'assurance ;
- Dont : dommages résultant d'une atteinte à la propriété intellectuelle 150 000 € par année d'assurance ;
- Dommages aux biens confiés 150 000 € par sinistre ;
- Reconstitution de documents/ médias confiés 30 000 € par sinistre.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excédera pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir, dans les 15 jours suivant la notification du marché, une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni

résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... )

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1.6.3.2 Dispositions communes**

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses (leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses (leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurance (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son (leur) assureur de responsabilité décennale, l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1.6.4 Protection des données personnelles**

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG, lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;

- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Il est précisé que l'acheteur et le titulaire sont amenés à s'échanger des données à caractère personnel concernant leurs agents, y compris plus généralement toute personne participant à leur activité (stagiaires, intérimaires, ...), pour les seules finalités liées à l'exécution et au suivi du marché (conclusion, exécution, communication par l'acheteur de ses instructions de traitements conformément à l'article 1.1, ...). La partie recevant ces données à caractère personnel agira en qualité de responsable du traitement de ces données au sens du RGPD et fera son affaire de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la réglementation en vigueur.

Pour les besoins du présent article, le « Responsable du traitement » est dénommée l'acheteur et le sous-traitant, au sens du RGPD, est dénommé « le titulaire ».

### ***1.6.5 Clauses sociales et environnementales***

#### **1.6.5.1 Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1.6.5.2 Clauses environnementales**

Un critère de performance en matière de protection de l'environnement est prévu comme critère de jugement des offres. Le MOA pourra s'assurer du respect des engagements du titulaire en cours de marché et que lorsqu'il n'aura pas la possibilité de les vérifier lui-même, le titulaire devra en apporter la preuve dans les 15 jours ouvrés sur simple demande du MOA. A défaut, les pénalités prévues à l'article 5 seront mises en œuvre.

## 1.7 - Clauses de réexamen

### 1.7.1 Clause de réexamen n°1 – Prestations de maintenance devenues nécessaires

Il est prévu une clause de réexamen afin d'inclure des prestations de maintenance devenues nécessaires et non réalisables en l'état des pièces contractuelles.

L'identification des prestations de maintenance corrective ou préventive devenues nécessaires est faite par l'exploitant ou par le titulaire dans le cadre d'une intervention :

- Lorsque l'identification est faite par l'exploitant et qu'elle n'entre pas dans le cadre d'une intervention de maintenance, l'exploitant formule une demande de **Proposition Technique et Financière (PTF)** à laquelle le titulaire est tenu de répondre dans le délai fixé par l'exploitant. Ce délai ne peut être inférieur à 7 jours et ne peut être supérieur à 15 jours. Ce délai est de 16h ouvrées lorsqu'une PTF est nécessaire au rétablissement de la continuité de service (cf. CCTP art. 6.2.4).
- Lorsque l'identification est faite par le titulaire dans le cadre d'une intervention de maintenance, la livraison de la PTF est due au titre de la prestation de maintenance dans le délai demandé au CCTP.

Cette PTF contient notamment un projet de bon de commande reprenant les prix existants et ceux devant être ajoutés au BP, ainsi que les différentes modalités techniques et des délais de réalisation engageant. Pour les prix à ajouter au BP, la PTF en fournit une décomposition s'ils sont forfaitaires ou un sous-détail s'ils sont unitaires. Les devis des fournisseurs et sous-traitants sont joints.

En cas de retard dans la production de la PTF, il est appliqué les pénalités prévues à l'article 5.2.5. Une PTF peut donner lieu à plusieurs échanges entre l'exploitant et le titulaire avant d'être finalisée.

À la réception de la PTF :

- En cas d'accord sur le prix et la chose, le RPA notifie au titulaire l'acceptation de la PTF par ordre de service (OS) et la modification du marché avec l'inclusion de cette dernière aux pièces contractuelles ;
- En cas désaccord :
  - Le RPA a la possibilité de notifier par OS au titulaire la mise en œuvre des prestations sur la base d'un prix provisoire dont il fixe le montant. Les prix notifiés par l'OS doivent permettre de rémunérer le titulaire à un niveau le plus proche possible du prix qui sera arrêté finalement ;
  - Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par cet OS si, dans le délai de 30 jours suivant l'OS qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'exploitant en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose ;
  - Lorsque le RPA et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

Il est précisé que cet OS ne se substitue en aucun cas au bon de commande nécessaire à l'enclenchement de la prestation ainsi acceptée.

### **1.7.2 Clause de réexamen n°2 – Fourniture de pièces de rechange**

Pour la fourniture de pièces de rechange non prévues au BP que le titulaire doit utiliser pour la réalisation de ses interventions, il est mis en place un Coefficient de Peine et Soins (CPS) fixé dans le BP du titulaire. Ce coefficient s'applique sur la facture HT fournisseur. Les matériels concernés doivent nécessairement avoir fait l'objet d'un devis préalable, validé par le RPA.

Afin de se prémunir d'un risque de surfacturation :

- Dès lors qu'il n'existe pas d'exclusivité de distribution sur le territoire ou qu'il existe plusieurs matériels de qualité équivalente approuvés par l'exploitant, l'exploitant pourra demander au titulaire de produire trois devis pour justifier le choix de son fournisseur. Si le devis qu'il est proposé de retenir n'est pas le moins cher, il produit une justification (incompatibilité avec la prestation attendue, maintenabilité ou qualité supérieur d'un matériel, etc) ;
- Les accords contractuels créant des réductions de prix hors facture (communément appelé « marges arrières », tel que des contrats de type RFA - Remise de fin d'année), qui intéresse le titulaire aux prix et quantités de vente, sont strictement proscrits sur les produits concernés par l'utilisation du CPS ;
- S'il trouve de lui-même un fournisseur moins cher, l'exploitant peut substituer un fournisseur proposé par un autre, à première demande. Dès lors, le CPS est diminué de 0,05 point (ex : s'il est fixé à 1,20, il passe alors à 1,15).

### **1.7.3 Clause de réexamen n°3 – Crise sanitaire**

En cas de survenance d'une nouvelle crise sanitaire comparable à celle que nous avons connue en 2020 (COVID 19), une clause de réexamen telle que prévue par l'article R2194-1 du CCP est inscrite au marché.

Cette clause permet le réexamen des conditions d'exercice du contrat par OS, à l'issue de chaque grande phase de la crise sanitaire, lorsque les autorités allègent ou au contraire renforcent les mesures de protection et au moment de la levée définitive des contraintes.

Le titulaire proposera à l'acheteur public les ajouts ou les modifications induites. Si elles sont justifiées (preuves formelles à apporter), elles seront approuvées ou dénoncées par le RPA dans les 15 jours suivant une réunion de concertation titulaire/représentant(s) du RPA organisée à l'initiative du titulaire. Elles se traduiront par la définition de prix nouveaux, basés sur les prix du marché et incluant les nouvelles contraintes liées à la crise sanitaire. Une modification du délai et du planning d'intervention pourra également être mise en œuvre.

Le titulaire est tenu de soumettre au pouvoir adjudicateur un dossier motivé permettant de justifier le réexamen des conditions du marché. Le dossier contient notamment :

- Organisation générale - Politique globale du titulaire dont modalité d'organisation des prestations
- Impact sur le marché
- Impact sur le planning
- Coût supplémentaire
- Tout document permettant de prouver la véracité des arguments du titulaire.

Les conditions de mise en œuvre de cette clause sont identiques à la clause de réexamen n°1 (accord et désaccord).

## 1.8 - Passation des commandes

En complément de l'article 3.7.1 du CCAG, les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par toute personne ayant reçu délégation de signature, notamment le Chef de PC (poste de coordination) compétent et le Responsable du pôle maintenance compétent.

Par application de l'article 3.1 du CCAG, les bons de commandes pourront être émis par courriel à l'adresse que le titulaire fait apparaître dans l'acte d'engagement ou encore par la plateforme de matérialisation du RPA (PLACE). Le titulaire devra fournir un accusé de réception dans les conditions de l'article 1.3.11 du présent CCAP. Le rapport de transmission du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Les bons de commande pourront être adressés du lundi au vendredi de 8 h à 18 h.

Chaque bon de commande précise :

- La qualité de l'acheteur,
- Les conditions d'exécution et en particulier les modalités d'intervention sur les équipements en exploitation et le cas échéant le délai d'indisponibilité des équipements ;
- La désignation et la catégorie/nature des équipements ;
- L'objet de l'intervention ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires et les quantités commandées ;
- Le montant par catégorie/nature de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée (Voie, PR Début- PR Fin, Sens de circulation, etc.) ;
- Le délai d'exécution, de livraison et leurs points de départ ;
- La référence du marché.

## 1.9 - Ordres de service

L'ordre de service (OS) est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Les ordres de service sont signés par toute personne ayant reçu délégation de signature, notamment le Chef de Service compétent et le Chef de PC (poste de coordination) compétent. Ils sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## 1.10 - Protection des données personnelles

Conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 du CCAG, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est



formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Il est précisé que l'acheteur et le titulaire sont amenés à s'échanger des données à caractère personnel concernant leurs agents, y compris plus généralement toute personne participant à leur activité (stagiaires, intérimaires, ...), pour les seules finalités liées à l'exécution et au suivi du marché (conclusion, exécution, communication par l'acheteur de ses instructions de traitements conformément à l'article 1.1, ...). La partie recevant ces données à caractère personnel agira en qualité de responsable du traitement de ces données au sens du RGPD et fera son affaire de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la réglementation en vigueur.

Pour les besoins du présent article, le « Responsable du traitement » est dénommée l'acheteur et le sous-traitant, au sens du RGPD, est dénommé « le titulaire ». La « sous-traitance ultérieure » au sens du RGPD est régie à l'article « Protection des données personnelles - Sous-traitance » du présent CCAP.

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A- Pièces particulières

- L'acte d'engagement du marché et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières du marché (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- Le bordereau des prix du marché (BP) ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- Les éventuels avenants et leurs annexes.

### B- Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés

publics techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, seul l'acte d'engagement est notifié. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

### **C- Engagements unilatéraux de l'entreprise**

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Mémoire technique en toutes ses composantes, prévu par le Règlement de Consultation ;
- Note environnementale, prévue par le Règlement de Consultation.

## **ARTICLE 3 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations des articles 35 et 43 à 46 du CCAG TIC sont applicables.

Il est précisé que la liste des éléments nécessaires à l'acheteur pour exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché (cf article 46.4.1.1) comprend bien les points suivants :

- les codes sources ainsi que l'environnement de développement permettant la compilation complète de ces premiers. Le titulaire s'assurera de leur bonne exécution.
  - Ce point particulier sera accompagné d'une notice explicative décrivant notamment :
    - les éventuels points d'attention pour la compilation de ces codes sources,
    - toutes les versions des compilateurs/logiciels requises pour ladite compilation,
    - la version du système d'exploitation, l'architecture et/ou du noyau sur lesquels les codes sources ont été compilés,
    - les frameworks de développement.
- les exécutables ;
- les versions issues d'outil de maintien de versions tels git, svn, etc ;
- les dossiers, référentiels des SI comportant le SGRA et documentations réalisés.

Ces différents éléments seront pleinement accessibles et transmis dans leur intégralité et de manière compréhensible et structurée au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **4.1 - Contenu des prix**

Sauf dispositions contraires, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Hormis les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le montant est défini dans le bordereau des prix (BP).

Si nécessaire, et par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tout ou partie des prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tout ou partie des prix unitaires.

Tout prix nouveau n'entrant pas dans le champ d'application des clauses de réexamen fera l'objet d'un avenant par dérogation à l'article 25 du CCAG.

### **4.2 - Règlement des comptes**

#### ***4.2.1 Modalités du règlement des comptes du marché***

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Pour les PME, la périodicité pourra être mensuelle à la demande titulaire.

Toutefois, les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### ***4.2.2 Facturation sous forme électronique***

NB : le terme « facture » désigne dans les marchés « le projet de décompte ».

Conformément aux L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à

l'article D. 2192-2 du CCP, les informations suivantes :

- Les numéros d'engagement juridique (EJ long et EJ court) qui seront transmis par les services ordonnateurs à la suite de la notification du marché ;
- Le numéro de SIRET du destinataire (État 110 002 011 00044) ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par les services ordonnateurs à la suite de la notification du marché ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer ;
- Les références du bon de commande ;
- La quantité et la désignation des fournitures livrées ou des prestations réalisées ;
- La date de livraison des produits et la date d'exécution des prestations ;
- Le prix unitaire hors taxe des produits livrés ou des prestations réalisées ou leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors TVA ;
- Le montant de la taxe à payer (répartition des montants par taux de taxe ou cas échéant bénéfice d'une exonération) ;
- Le montant total TTC ;
- La date d'émission de la facture ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- La mention « Autoliquidation de la TVA par l'entrepreneur », le cas échéant.

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

#### **4.2.3 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter du dépôt de la DP (s'il n'est pas refusé).

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 (quarante) euros.

Le délai de paiement est suspendu :

- Si la facture fait l'objet d'un rejet de la part de l'acheteur ;
- En cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires, etc.) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises et, le cas échéant, un avenant établi et notifié.

#### **4.2.4 Modalités particulières**

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

#### **4.2.5 Approvisionnements**

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnement.

#### **4.2.6 Mois d'établissement des prix du marché**

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **4.2.7 Choix de l'index de référence**

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

- FSD 2 : Frais et Services Divers 2

Il est publié :

- sur le site internet du Moniteur.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, y compris celles qui résultent de l'application de l'article 10.1 du CCAG.

#### **4.2.8 Modalités de révision des prix**

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG TIC, les prix sont révisés de la façon suivante : à la date anniversaire (date de notification de l'accord cadre), en application de la formule suivante :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations, moins 3 mois

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Les prix seront révisés annuellement à l'initiative du titulaire. Il devra transmettre un nouveau bordereau de prix, incluant les valeurs des indices retenus, au moment de la révision des prix et avant toute facturation aux prix révisés. Ce bordereau fait l'objet d'une vérification par l'acheteur dans le délai de 15 jours à compter de sa transmission par le titulaire. **Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG**, les prix révisés ne sont appliqués qu'aux bons de commande émis après validation de la révision par l'acheteur.

### 4.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont des sommes forfaitaires dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### 4.4 - Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant

sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 5 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS**

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.**

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.**

### **5.1 - Délai de réalisation**

La durée maximale d'exécution est fixée sur chaque bon de commande.

En tout état de cause, la durée d'exécution des bons de commande ne peut pas excéder une durée de 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

### **5.2 - Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités pour retard sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Le calcul des pénalités de retard se fera selon les périodicités définies ci-dessous, par dérogation à l'article 14.1.1.

Les montants des pénalités de retard sont exprimées en hors taxes.

#### **5.2.1 Retard d'intervention**

Pour chaque retard d'intervention constaté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € (deux cents euros) à laquelle s'ajoute :

- Pour les demandes d'intervention urgentes, 150 € (cent cinquante euros) par demi-heure de retard ;
- Pour les demandes d'intervention normales, 150 € (cent cinquante euros) par demi-journée ouvrée de retard.

#### **5.2.2 Pénalité pour retard dans le délai de remise en service définitif ou provisoire et rétablissement de la continuité de service**

Pour chaque retard de remise en service définitif ou provisoire et pour chaque retard de rétablissement de la continuité de service, constaté, le titulaire encourt préalable une pénalité forfaitaire de 200 € (deux cents euros) à laquelle s'ajoute :

- Pour les demandes d'intervention urgentes, 150 € (cent cinquante euros) par demi-heure de retard ;
- Pour les demandes d'intervention normales, 150 € (cent cinquante euros) par demi-journée ouvrée de retard.

### **5.2.3 Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention**

Dans le cas d'une intervention préventive, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € (deux cents euros) en cas de dépassement de la durée d'intervention indiqué dans la procédure, à laquelle s'ajoute une pénalité de 50 € (cinquante euros) par heure ouvrée de retard. Cette durée sera précisée dans chaque bon de commande ou par ordre de service.

### **5.2.4 Pénalité pour indisponibilité**

Dans le cas d'une intervention préventive, le titulaire du présent marché s'expose à l'application d'une pénalité de 100 € (cent euros) par heure de retard par rapport au temps d'indisponibilité indiqué dans la procédure, temps décompté à partir de la 1<sup>re</sup> coupure de l'équipement. Ce temps d'indisponibilité sera précisé dans chaque bon de commande ou par ordre de service.

### **5.2.5 Retard de fourniture de document / production d'un livrable**

En cas de retard dans la fourniture d'un document dû au titre du présent marché (fiche de maintenance, rapport d'intervention, PTF, justification des engagements pris sur la mise en œuvre des mesures environnementales, etc.), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 € (cent cinquante euros).

## **5.3 - Autres pénalités, réfections et retenues**

### **5.3.1 Pénalité pour défaut de réponse téléphonique**

En cas de retard de réponse à l'appel téléphonique d'astreinte, et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de 100 € (cent euros) par quart d'heure de retard décompté à partir du premier appel.

### **5.3.2 Pénalité pour interventions non professionnelles**

Dans les cas où le titulaire ne prend pas la peine de prévenir l'équipe technique de maintenance du PC Gentiane ou du PC Osiris, ou en leur absence, les opérateurs au moment de son arrivée sur site ou au moment de se connecter à distance sur les SI de la DIRCE et avant toute intervention sur les équipements ou SI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € (deux mille euros).

Une fois le problème résolu ou le diagnostic effectué, dans les cas où le titulaire ne prend pas la peine de remettre en état les lieux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € (deux mille euros). Sur le SI, cela comprend notamment la fermeture de toutes les fenêtres ouvertes durant leur intervention pour ne laisser que celles indispensables au bon fonctionnement du système, la déconnexion de l'application, l'effacement de leur login et le verrouillage de la session sur le poste qu'il a utilisé.

Une fois le problème résolu ou le diagnostic effectué, dans le cas où le titulaire ne prend pas le temps de prévenir l'équipe technique de maintenance du PC Gentiane ou du PC Osiris et les opérateurs, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € (deux mille euros).

### **5.3.3 Annulation d'une intervention de maintenance**

En cas d'annulation d'une intervention programmée dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros).



En cas d'annulation d'une intervention programmée dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros).

#### **5.3.4 Intervention par une personne non habilitée**

En cas d'intervention de maintenance corrective réalisée par un personnel non listé dans les fiches de maintenance constatée par l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € (cinq cents euros).

En cas d'intervention de maintenance préventive réalisée par un personnel non listé dans les fiches de maintenance constatée par l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros).

#### **5.3.5 Fiche de maintenance inaccessible**

En cas d'intervention, s'il est constaté qu'une fiche de maintenance utile à l'intervention n'est pas accessible à l'intervenant, alors le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € (cinq cents euros).

#### **5.3.6 Travaux sous balisage**

Lors d'interventions nécessitant la mise en place et le repli d'un balisage spécifique, et étant entendu que les jours et heures sont fixés en accord avec l'entrepreneur, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- Non présentation sur le chantier au jour et à l'heure indiqués : 15 000 € (quinze mille euros) pour fermeture d'une autoroute ou route nationale et 2 400 € (deux mille quatre cents euros) pour tout balisage non utilisé ;
- Dépassement d'horaire impliquant le maintien d'une fermeture de sens d'autoroute ou de route nationale au-delà de la plage fixée par l'exploitant : 2 000 € (deux mille euros) de pénalité immédiate, à laquelle s'ajoute 250 € (deux cent cinquante euros) par tranche de 10 (dix) minutes révolues de retard supplémentaire (ex : 2 750 € de pénalité pour 35 min de dépassement) ;
- Dépassement d'horaire impliquant le maintien d'une neutralisation de voie au-delà de la plage fixée par l'exploitant : 1 000 € (mille euros) de pénalité immédiate, à laquelle s'ajoute 150 € (cent cinquante euros) par tranche de 10 (dix) minutes révolues de retard supplémentaire (ex : 1 450 € de pénalité pour 35 min de dépassement) ;
- Nécessité de journée ou nuit (entière ou partielle) supplémentaire, non initialement programmée conjointement entre l'entrepreneur et l'exploitant, entraînant la mise en place d'une neutralisation d'une voie : 1 500 € (mille cinq cents euros) ;
- Nécessité de journée ou nuit (entière ou partielle) supplémentaire, non initialement programmée conjointement entre l'entrepreneur et l'exploitant, entraînant la fermeture d'un sens d'une autoroute ou route nationale : 15 000 € (quinze mille euros).

Nota : les balisages de reports/secours sont également concernés par ces pénalités (par exemple si le balisage initial a dû être annulé pour cause d'intempérie).

#### **5.3.7 RGPD**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, en cas de méconnaissance de la réglementation, le

titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 € (mille euros) par jour ouvré jusqu'à mise en conformité.

### ***5.3.8 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés***

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.6.2.2, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € (mille euros) pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

### ***5.3.9 Pénalité pour non transmission de compétences***

Le titulaire actuel encourt une pénalité fixée à 1 500 € (mille cinq cent euros) en cas de non transmission de ses compétences au nouveau titulaire afin de lui permettre d'acquérir tous les éléments nécessaires à la compréhension des systèmes des sites de Jarrie et RECITA.

### ***5.3.10 Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles***

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, il sera fait application d'une sanction égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une sanction égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

## **5.4 - Lutte contre le travail dissimulé**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 1 500 € (mille cinq cents euros) à compléter pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 45 000 € (quarante-cinq mille euros) par année. À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RPA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ**

### **6.1 - Retenue de garantie**

Le présent contrat ne prévoit pas de retenue de garantie.

## 6.2 - Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement :

Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le présent marché ouvre droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois (article R. 2191-16 du CCP).

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à 30 %. Le même pourcentage s'applique si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4.2.3 ci-dessus compté à partir de la date de début d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Le taux de l'avance étant supérieur à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est fixé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## ARTICLE 7 - QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

### 7.1 - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans

d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrisent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au RPA avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

## **7.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet

# **ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DU MARCHE**

## **8.1 - Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

## **8.2 - Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

## **8.3 - Conditions d'exécution**

### **8.3.1 Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle

(échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

### **8.3.2 Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

### **8.3.3 Signalisation du site à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du(des) service(s) ci-après :

- Les interventions impactant la circulation nécessite la mise en place de balisages afin d'assurer la sécurité des personnels intervenant et des usagers pendant l'intervention.
- Les balisages seront réalisés par les services d'exploitation du pouvoir adjudicateur.

### **8.3.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les protections ;
- les matériels de télécommunication ;
- les tenues de travail ;
- tous les moyens pour assurer l'astreinte

### **8.3.5 Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

### **8.3.6 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

#### **8.3.6.1 Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux, des ouvrages et de la

connaissance des matériels et équipements à entretenir.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

#### **8.3.6.2 Restitution des installations**

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **8.3.6.3 Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Les documents des installations seront intégralement restitués au RPA avec les mises à jour effectuées tout au long du marché.

#### **8.3.7 Documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles. Cette documentation devra être fournie sous la forme demandée par l'exploitant (papier ou numérique). Par défaut, elle le sera sous forme numérique.

#### **8.3.8 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

Sans objet

#### **8.3.9 Dégradations causées aux voies publiques**

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et le maître d'ouvrage.

Toutefois, si le marché prévoit pour ces transports ou ces circulations des stipulations telles que des itinéraires obligatoires, des limitations de charge ou de vitesse, des périodes d'interdiction, et si le titulaire ne se conforme pas à ces stipulations, il supporte seul la charge des contributions ou réparations.

De même, si ces transports ou ces circulations sont faits en infraction aux prescriptions de la réglementation en vigueur intéressant la conservation des voies publiques, le titulaire supporte seul la charge des contributions ou réparations.

### **8.4 - Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité

(c'est-à-dire l'exploitant).

#### **8.4.1 Dispositions à prendre pendant la période de préparation**

##### **8.4.1.1 Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail**

Sans objet

##### **8.4.1.2 Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques**

Sans objet

##### **8.4.1.3 Plan de prévention**

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par le titulaire.

#### **8.4.2 Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention, et à effectuer les interventions dans les règles de l'art.

#### **8.4.3 Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil**

Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le protocole de sécurité.

#### **8.4.4 Surveillance médicale des salariés**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 9 - CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **9.1 - Surveillance en usine, vérifications et essais**

Sans objet.

### **9.2 - Admission**

En dérogation de l'article 34.1 du CCAG, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de **rente jours** à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

### **9.3 - Garantie(s)**

#### **9.3.1 Garantie des prestations**

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

### **9.3.2 Garantie de suivi de la documentation**

Sans objet

### **9.3.3 Garanties particulières**

Sans objet

### **9.3.4 Garantie des vices cachés**

En complément de l'article 36 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

## **ARTICLE 10 - RÉSILIATION**

### **10.1 - Dispositions générales**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption, ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

### **10.2 - Résiliation du marché**

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.



Dans le cas où l'acheteur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 51 du CCAG est fixé à 5%.

## ARTICLE 11 - ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI

Sans objet

## ARTICLE 12 - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

### 12.1 - Différend

Il est précisé que le délai de deux (2) mois prévu par l'article 55.2 du CCAG court également en l'absence de décision prise par le maître d'ouvrage dans le délai de deux mois en vertu des stipulations combinées des articles 55.3 à 55.5 du CCAG, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

## ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées ci-après sont apportées aux documents et normes françaises homologuées :

L'article	1.3,2	du CCAP	déroge à l'article	3.4.3	du CCAG ;
L'article	1,3,11	du CCAP	déroge à l'article	3,1,2	du CCAG
L'article	2	du CCAP	déroge aux articles	4.1 et 4.2	du CCAG ;
L'article	4.1	du CCAP	déroge à l'article	25	du CCAG ;
L'article	4,2,6	du CCAP	déroge à l'article	10,2,4	du CCAG ;
L'article	4,2,8	du CCAP	déroge à l'article	10,2,2	du CCAG ;
L'article	5	du CCAP	déroge aux articles	14.1.3 et 14.1.2	du CCAG ;
L'article	5.2	du CCAP	déroge à l'article	14/01/01	du CCAG ;
L'article	9.2	du CCAP	déroge à l'article	34.1	du CCAG ;
L'article	9,3,1	du CCAP	déroge à l'article	36.1	du CCAG.